



## Prix Charlemagne à Emmanuel Macron. Quelle relance de l'Europe ?

Le 10 mai 2018, le président français a reçu à l'hôtel de ville d'Aix-la-Chapelle le Prix international Charlemagne (*Karlspreis*). La société d'attribution du prix a justifié son choix par la vision que celui-ci a développée d'une nouvelle Europe, de la refondation du projet européen sur la base d'une « souveraineté européenne » et d'une nouvelle forme de coopération entre les peuples et les nations. Elle honore également l'enthousiasme avec lequel celui-ci s'engage pour l'Europe et son combat contre toute forme de nationalisme et d'isolationnisme, émettant le souhait que ses propositions inspirent ses partenaires européens et contribuent à renouveler le projet européen.<sup>1</sup> Nous documentons dans les pages qui suivent, dans leur version officielle, le discours que la chancelière Angela Merkel a tenu à cette occasion et celui que le président français a fait en réponse à son éloge. Les médias ont volontiers retenu qu'à cette occasion Emmanuel Macron « avait égratigné la chancelière » puisqu'il lui avait rappelé, avec l'impertinence enjouée qui peut être la sienne, qu'il ne pouvait y avoir pour l'Allemagne « un fétichisme perpétuel pour

les excédents budgétaires et commerciaux parce qu'ils sont toujours faits aux dépens des autres » appelant à « ne pas avoir peur de dépasser nos propres tabous, nos propres habitudes précisément parce que nous avons à nous battre pour quelque chose qui est plus grand que nous-mêmes. » C'était fort bien formulé et assurément justifié, mais cela n'a pas permis de faire passer l'essentiel des messages des deux responsables politiques de la France et de l'Allemagne.

Nous faisons précéder les discours de la chancelière allemande et du président français du discours préliminaire qu'a tenu le maire d'Aix-la-Chapelle, Marcel Philipp. Maire chrétien-démocrate depuis 2009, celui-ci a séduit par la clarté de ses propos non seulement en faveur d'une Europe selon Macron, mais pour la franchise avec laquelle il a su aborder les questions épineuses telles que le climat, la politique énergétique – préférant les énergies renouvelables au charbon et au nucléaire –, la politique migratoire mais il a également insisté sur la pollution et la protection de l'environnement, pour terminer par quelques propos sur les questions fiscales et économiques, rappelant tout particulièrement la question de la solidarité pratique entre États financièrement forts et moins forts, entre États du Nord et du Sud. Un bel exemple de refus de la langue de bois sans pour autant se départir d'une

1. Voir l'ensemble des motivations du directeur de la société pour l'attribution du prix international Charlemagne dans *Begründung des Direktoriums der Gesellschaft für die Verleihung des Internationalen Karlspreises zu Aachen an den Präsidenten der Französischen Republik* <http://www.karlspreis.de/de/aktuelles/karlspreis-2018>.

réserve diplomatique dans le choix des formulations.

En cette année de commémoration du centenaire de la Première Guerre mondiale « née de l'étroitesse d'esprit des nationalismes et de l'aveuglement », A. Merkel a d'abord rappelé l'importance de l'Europe comme remède à la guerre et que son unification avait apporté la paix, la démocratie et l'État de droit. Elle a également mis en avant le rôle du moteur franco-allemand et rappelé la méthode franco-allemande de négociation qui marche quand elle a ajouté : « Nous avons des cultures politiques différentes, nous abordons les thèmes européens souvent à partir d'orientations différentes, mais nous parlons et écoutons l'autre et finalement nous trouvons des chemins communs. » A. Merkel souscrit à l'idée développée par E. Macron de « souveraineté européenne » et réaffirme avec force que « l'Europe est le projet d'avenir de notre continent. » C'est pourquoi, elle dit être convaincue avec la France « que nous avons besoin d'un nouveau départ en Europe ». On pourrait ne voir là que des déclarations d'opportunité et de circonstance comme A. Merkel en a fait beaucoup pendant les mois où elle était en attente de formation d'un nouveau gouvernement. Mais elle a aussi nommé quatre domaines à traiter en priorité pour les mois et années à venir : la politique d'innovation et d'investissement pour renforcer l'économie à l'ère de la globalisation et de la numérisation, citant en particulier le projet d'universités européennes ; la politique migratoire et le droit d'asile, mettant l'accent sur une politique africaine commune ; comme auparavant son ministre (social-démocrate) des Finances Olaf Scholz, elle a réaffirmé que la France et l'Allemagne feraient des progrès en matière d'union bancaire et de renforcement de l'union des marchés financiers pour consolider la zone euro ; enfin en matière de politique étrangère et de sécurité, elle a redit ce qu'elle avait déjà formulé au lendemain de l'élection de Donald Trump que l'Europe devait se prendre davantage en mains

et ajouté que l'Allemagne était prête à s'investir plus fortement. Ce faisant la chancelière a réaffirmé ses convictions européennes et montré que la France et l'Allemagne pouvaient trouver dans les domaines signalés par E. Macron des terrains d'entente – même si, selon toute vraisemblance, l'Allemagne n'acceptera pas, par tradition, la création au sein de l'Union européenne d'une nouvelle institution parlementaire pour la seule zone euro et sans doute pas davantage la création d'un ministre des Finances de la zone euro. La chancelière s'inscrit dans les perspectives du président français mais elle ne propose pas un grand projet auquel elle préfère une politique des petits pas.

Dans son beaucoup plus long discours, E. Macron a repris l'idée qu'il défend depuis des mois d'une souveraineté européenne et d'une Europe qui protège comme remède au doute et au repli national. L'idée de souveraineté européenne n'est jamais que l'application du principe de subsidiarité qui permet de définir ce qu'il appartient de décider à chaque niveau de décision en fonction de la compétence et de l'efficacité. Là où l'État national n'est plus en mesure d'agir efficacement, il faut que ce soit le niveau européen qui prenne le relais et décide afin de défendre les valeurs européennes dans un monde globalisé et faire en sorte que les citoyens européens puissent agir et non subir. C'était le leitmotiv du discours qu'E. Macron place en première position de ses impératifs : « Ne soyons pas faibles et ne subissons pas ! » Plus loin, il reprend le thème en disant que « nous refusons le fait que d'autres puissent décider pour nous. » À la division par le retour aux nationalismes il oppose la nécessité d'unité (« Ne nous divisons pas. »). Alors que l'on pourrait penser que, tout comme l'Allemagne d'ailleurs, la France souhaite faire de l'Europe un simple multiplicateur des intérêts français dans le monde – il oppose que « la France souhaite une Europe pour l'Europe, pas pour elle-même. » Ce faisant il donne, bien plus qu'A. Merkel, à l'Europe une mission universelle quand

il défend le multilatéralisme, « c'est-à-dire la capacité de l'Europe à porter les règles pour le monde tout entier parce que c'est la capacité et le devoir de l'Europe à porter une vision du monde en son sein. » C'est dans ce cadre qu'il appelle l'Allemagne à dépasser le fétichisme des excédents budgétaires et commerciaux. Macron entend faire comprendre ici à l'Allemagne qu'il en attend, à son tour, qu'elle change sur ces questions essentielles alors que, sous sa conduite, la France a fait les réformes structurelles jugées nécessaires par l'Allemagne, en réformant le marché du travail, réduisant le chômage et les déficits budgétaires. Olaf Scholz a indirectement répondu au président français dans son discours du 15 mai devant le Bundestag dans lequel il présentait le projet de budget 2018 et la planification budgétaire à moyen terme, affirmant que l'Allemagne ne pratiquait pas une politique d'austérité mais « une politique financière solide, sociale et orientée vers l'avenir » Elle mobilisait sur quatre ans 46 + 11 milliards d'euros pour financer le plan numérique du pays, investir dans les infrastructures et alléger la charge fiscale des classes moyennes<sup>2</sup>.

Le troisième impératif d'E. Macron est de n'avoir pas peur ni du monde extérieur, ni des principes auxquels nous devons fidélité. C'est dans ce cadre qu'il aborde les valeurs de la démocratie, du droit et de la culture. Le dernier impératif est : « N'attendons pas. », un appel clair à l'Allemagne à ne pas faire attendre la France d'abord, mais également les autres États qui attendent d'un accord franco-allemand une nouvelle impulsion pour surmonter les doutes qui grèvent la confiance en l'Europe. Il y a cette fois non pas du Kennedy dans cet appel, mais du Roosevelt face à la montée des périls dans les années 1930.

C'est un discours porteur d'une vision qu'a tenu E. Macron à Aix-la-Chapelle. Il y développe les quatre convictions qui

fondent les propositions qu'il a faites de façon plus détaillée lors de ces discours programmatiques d'Athènes, de la Sorbonne et de Strasbourg (devant le Parlement européen) auxquels il se réfère d'ailleurs nommément.

Ces deux discours d'A. Merkel et d'E. Macron devraient avoir quelque chose de rassérénant pour les relations franco-allemandes que les médias voient plutôt sous un jour sombre en raison des tergiversations allemandes. Angela Merkel est manifestement obligée de tenir compte des réserves formulées au sein de son propre parti, tout particulièrement de la part des spécialistes des questions budgétaires qui s'appuient sur les jugements successifs du Tribunal fédéral constitutionnel de Karlsruhe soucieux de préserver la souveraineté du Bundestag en matière de budget. Certains députés chrétiens-démocrates, dont Ralph Brinkhaus, vice-président du groupe parlementaire, doutent qu'il soit possible d'aboutir à une position franco-allemande commune lors du sommet européen du mois de juin tandis que la nouvelle secrétaire générale de la CDU, Annegret Kramp-Karrenbauer, estime que la chancelière dispose au Bundestag de la marge de manœuvre nécessaire pour convaincre le groupe parlementaire chrétien-démocrate. Le porte-parole du gouvernement, Steffen Seibert, a en même temps insisté sur le fait que la chancelière parlait de l'idée d'un accord franco-allemand d'ici fin juin et indiqué que « la volonté commune d'aboutir était là », ajoutant que A. Merkel et E. Macron « se trouvaient dans un processus intensif de discussion et de travail sur toutes les facettes de la réforme de la zone euro et qu'il y avait certes à ce propos des concordances comme des divergences. »

La France et l'Allemagne se trouvent à la veille de négociations difficiles mais la volonté politique de ne pas décevoir les attentes existe bien. Les deux pays se trouvent dans une situation relativement classique pour leurs relations. À mettre en avant les oppositions, on s'interdit de les dépasser alors que la volonté

2. BPA Bulletin Rede des Bundesministers der Finanzen, Olaf Scholz, zum Haushaltsgesetz 2018 und zum Finanzplan des Bundes 2017 bis 2021 vor dem Deutschen Bundestag am 15. Mai 2018 in Berlin.

d'aboutir peut permettre de passer outre à ces divergences pour faire avancer les choses. Le résultat ne pourra être qu'un compromis qui conciliera plus ou moins les intérêts des deux pays au service de l'Europe. Que le plan Macron ne soit pas appliqué tel quel ne signifierait pas pour autant que ce soit un échec, l'Allemagne lui est déjà reconnaissante d'avoir ouvert de nouvelles perspectives. Il est intéressant de relever à ce propos ce qu'a confié Emmanuel Macron à Bertrand Delais, le nouveau président de la chaîne LCP, dans une émission diffusée par France 3 à l'occasion du premier anniversaire de son élection. Pensif et conscient du poids de ses responsabilités, il a reconnu qu'entre la France et l'Allemagne il y aurait un compromis.<sup>3</sup>

On lira avec profit ce qu'un simple éditorial ne peut développer avec autant de compétence et de précision comme le fait un article de fond tel que celui de Thierry Chopin dans *Question d'Europe* publié par la Fondation Robert Schuman : Emmanuel Macron, La France et l'Europe. « Le retour de la France en Europe : à quelles conditions ? ». Cette étude analyse le projet d'E. Macron et se demande à quelles conditions la France peut réussir « son retour en Europe », montrant ainsi que ce n'est pas seulement de l'Allemagne qu'il faut attendre des réponses, mais également de la France.<sup>4</sup> *Allemagne d'aujourd'hui* reviendra à son tour en détail sur toutes ces questions dans son dossier consacré aux **relations franco-allemandes : un nouveau traité de l'Élysée** (n° 226, octobre-décembre 2018).

– Jérôme VAILLANT –

3. « Macron président : "la fin de l'innocence" », documentaire de B. Delais diffusé sur France 3 le lundi 7 mai à 20 h 55.

4. *Question d'Europe*, n° 473 du 14 mai 2018 : <https://www.robert-schuman.eu/fr/doc/questions-d-europe/qe-473-fr.pdf>.